● Longtemps la Ville de Marseille s'était arc-boutée pour échapper à la réforme des rythmes scolaires. Rendant la situation des familles souvent intenable. Après deux rentrées de cafouillage, la situation a commencé à s'améliorer cette année. La municipalité a décidé de ne pas toucher aux emplois du temps des élèves des 444 écoles de la ville et souhaite engager un travail de concertation avec tous les partenaires du monde éducatif dans la perspective de la rentrée de septembre 2018.

PHOTO C.W.

A Marseille, rien ne change

Péri-scolaire

La Ville repousse le retour à la semaine de quatre jours. Une façon d'éviter de renouer avec un passé sulfureux.

La façon dont la réforme des rythmes a été menée dans la cité phocéenne révèle, au-delà des calculs politiciens du maire, l'absence d'intérêt pour les questions scolaires.

Marseille a fait le choix du statu quo. En annonçant le 14 juin dernier que la municipalité, même si elle y était favorable, ne reviendrait pas à la semaine des quatre jours dans ses 444 écoles, le maire LR de Marseille, Jean-Claude Gaudin a fait mine de jouer la carte de la stabilité.

Dans une ville qui avait été fortement secouée par la mise en place chaotique de la réforme, un retour en arrière s'annonçait tout aussi compliqué. Personne n'a envie de revivre le cauchemar de deux années de galère. « *La municipalité aurait pu se saisir de l'occasion pour réaliser des économies, elle qui nous avait tant seriné sur le coût d'une réforme, qui permet de décharger les dépenses de l'État sur les communes* », insiste Jean-Marc Coppola. Le conseiller municipal communiste a toujours dénoncé le caractère inégalitaire d'une telle réforme, entre écoles publiques et privées et entre territoires.

60 % des petits Marseillais dans la nature

Dans l'opposition, Samia Ghali, la maire de secteur PS des 15e et 16e arrondissements, dit regretter la décision du maire. « *Je le regrette tout simplement parce que 60% des petits Marseillais ne participent pas aux activités. Ce qui veut dire qu'ils ne sont pas à l'école et que l'on ne sait pas où ils se trouvent.* » Pour l'élue, si les écarts se creusent, c'est entre les enfants qui pratiquent de bonnes activités et les autres qui n'ont rien.

Dans les mémoires, la réforme a laissé un goût amer aux parents d'élèves. Si la situation a fini par se stabiliser cette année, ils ont tout de même payé le prix fort de l'entêtement de Jean-Claude Gaudin, qui avait fait des rythmes scolaires le prétexte à un bras de fer politique avec le gouvernement socialiste de l'époque.

Prises en otage, les familles seront livrées à elles-mêmes. A la rentrée de 2014, un projet mal ficelé supprime les cours le vendredi après-midi. L'année suivante, les activités courent sur deux après-midi par semaine, les mardis et les jeudis. La colère est à son plus haut niveau.

En avril 2015, des centaines de parents manifestent à plusieurs reprises sous les fenêtres de l'hôtel de ville. Jean-Claude Gaudin, qui avait saisi les conseils d'école, pour apporter des modifications à la semaine des petits écoliers, réclame un deuxième vote des conseils. Le premier n'allait pas dans son sens. Les parents essorés par des mois de galère redoutent l'impréparation d'un nouveau changement.

Marseille découvre le système D. Les parents payent des heures sup' aux nounous, appellent les mamies à la rescousse. La situation crée de nombreuses tensions au point que des familles se détourneront de l'école publique.

Un plébiscite pour le retour aux quatre jours

Le désaveu est tel que, dans une enquête réalisée au mois de juin dernier par l'association MPE 13, les parents d'élèves se prononceront majoritairement pour le retour à la semaine des quatre jours.

De leur côté, les enseignants, qui ont toujours été hostiles à la réforme, montent une nouvelle fois au créneau. Ils se souviennent de la mauvaise volonté de la mairie de Marseille, éclaboussée au même moment par l'affaire des locaux des écoles, et de la désorganisation qui s'en est suivie. Fatigués de réformes à peine digérées, les enseignants ont toujours été opposés à une réforme qui s'est faite sans eux.

Trois ans plus tard, le constat est resté le même. Le SNUipp-FSU, principal syndicat des enseignants du 1er degré, s'inquiète de la carte blanche laissée aux municipalités. Avec un président nouvellement élu, il redoute « *une école libérale. Une école à la carte, où chaque municipalité disposerait d'une liberté pédagogique* ».

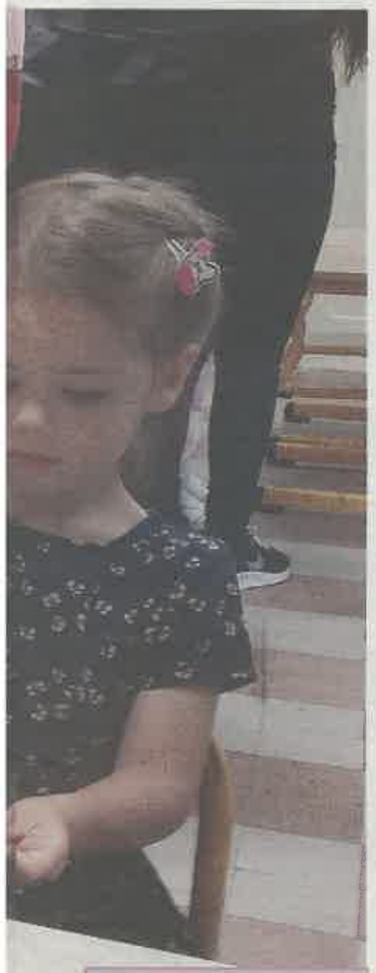
La réforme appliquée soi-disant dans l'intérêt des enfants, cet intérêt a été rapidement relégué au second plan.

Dans une ville comme Marseille, où les questions scolaires apparaissent rarement dans l'ordre des priorités, où l'état des écoles est une cruelle réalité, Jean-Claude Gaudin a promis de pendre le temps de repenser l'organisation des temps scolaires. La semaine de quatre jours nécessite, selon le Premier magistrat, « *le renforcement des activités le mercredi à travers les associations, mais aussi les accueils collectifs des mineurs* ». Mais quid de la gratuité ? Tout est à repenser dans une ville où parents comme enseignants n'ont de cesse de réclamer une vraie politique pour les enfants.

A la rentrée, toutes les grandes communes des Bouches-du-Rhône ont décidé de ne pas toucher à l'emploi du temps de leurs élèves. Ce qui laisse une petite année pour repenser le péri-scolaire, avant de revenir aux quatre jours de Xavier Darcos, ministre de l'Éducation en 2007 d'un certain François Fillon.

Catherine Walgenwitz

WEEK-END DOSSIER



« Un retour en arrière logique et prévisible »

Parents d'élèves

Dans les différentes communes varoises, les associations de parents d'élèves prennent acte d'un vaste retour à la semaine des quatre jours.

Certaines avec soulagement d'autres avec regrets. Pour mémoire, dans le Var, 107 communes sur 139 ont choisi d'effectuer ce retour dès la rentrée de septembre.

Les parents d'élèves prennent acte du changement. PHOTO G.ST.V.

TOULON

Difficile d'y retrouver ses petits dans ce fichu dossier des rythmes scolaires. En attendant, difficile de dire que la vague d'un retour à la semaine de quatre jours n'est pas réelle dans le département du Var. Ce sont 107 communes sur 139 qui repasseront à quatre jours (certes, avec vingt-cinq scénarios horaires possibles, en raison des ramassages scolaires notamment) dès la rentrée de septembre et 32 communes qui resteront à quatre jours et demi (dont Brignoles et Draguignan). Seuls restent des problèmes encore à régler à La Londe, Sainte-Maxime et Cogolin...

A Toulon, dans les conseils d'école consultés dans le courant du mois de juin, alors que le décret n'avait pas été pris, c'est à 90% des voix que la communauté éducative s'est prononcée en faveur d'un retour à quatre jours. Par esprit de fatalité ? La question reste posée. « *Sauf que la Ville s'est d'abord prononcée pour un retour en 2018, après avoir changé d'avis quand ils ont vu le large mouvement pour un retour dès septembre. Résultat, on n'a su officiellement que la commune voulait changer de système que le 30 juin dernier... alors que tous les conseils d'école ne s'étaient pas encore prononcés* », commente un papa. « *Mais concrètement, cela ne va pas changer grand chose parce que les NAP étaient gratuites à Toulon* [pas le périscolaire dès 7h30 le matin et jusqu'à 18h le soir, ndlr]. *Et les centres aérés du mercredi vont reprendre leur ancien rythme de fonctionnement, du matin au soir, avec le repas compris. Mais cela reste un peu brutal quand même* », poursuit-il, en faisant contre mauvaise fortune bon cœur.

En face, de l'autre côté de la rade, à La Seyne, c'est à 92% que les conseils d'école se sont prononcés pour le retour à quatre jours et ce dès la mi-juin... La mise en place des rythmes y avait été compliquée du fait de la situation financière de la commune. Pour l'Association des parents d'élèves des écoles seynoises (APEES), la réforme dite des rythmes scolaires « *avait été rejetée massivement au niveau national par les parents d'élèves comme par les enseignants bien avant son application par décret en 2013* ». Pour sa présidente, Madison Alberto, « *la gratuité aurait dû être la règle, or, cette réforme a généré des inégalités territoriales* » : « *A La Seyne-sur-mer, cela s'est traduit par des dépenses supplémentaires pour les familles et une désorganisation de la vie quotidienne.* »

Ne pas oublier les vrais problèmes.

Sa trésorière, Karine Larcher, enchaîne : « *Le vote majoritaire pour le retour à la semaine des quatre jours et donc contre le dispositif des rythmes scolaires n'a rien de surprenant, il est une suite logique et prévisible.* »

Mais, « *ce retour en arrière ne doit pas faire oublier les vrais problèmes : des moyens budgétaires insuffisants alloués à l'école publique, des classes surchargées, des enseignants et des personnels communaux mal payés et en demande de plus de formation, des emplois précaires d'assistants de vie scolaire, des besoins en dotations d'investissements pour construire de nouvelles structures et équipements scolaires de proximité et de qualité, dignes d'un pays riche, 6e puissance mondiale* », conclut-elle.

Son de cloche différent du côté de la FCPE. Normal, elle s'est retrouvée à être la dernière à soutenir la réforme, alors que, dès 2008, et la réforme Darcos, tout le monde dénonçait la nocivité de la semaine des quatre jours. Elle n'a donc pas participé au vote du conseil départemental de l'Éducation nationale qui entérinait les décisions de retour le 7 juillet dernier : « *Nous refusons de nous prêter à ce simulacre de concertation* », explique son président départemental Philippe Brunetto. « *Nous ne pouvons que faire le constat d'un plan savamment élaboré pour faire de cette consultation biaisée le plébiscite tant attendu par le ministre. La FCPE du Var prend acte de ce qu'elle considère comme un véritable recul pour les enfants.* » Les parents d'élèves de la FCPE du Var « *regrettent ainsi que, malgré la difficulté de la tâche, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer n'ai pas eu l'ambition de travailler et d'améliorer le système existant, qu'il ne soit pas aller plus loin dans l'intérêt de l'enfant, en s'attaquant par exemple au rythme annuel ou à la pérennisation des activités périscolaires* ». A méditer.

Guillaume de Saint Vulfran

A Montpellier, la méthode douce

● « *Lire, écrire, compter* », martèle Philippe Saurel. « *Fils d'instituteur* », le maire de Montpellier pense qu'il est temps de revenir aux fondamentaux. Pour lui, la réforme des rythmes scolaires « *a été très difficile parce qu'elle s'est faite dans la précipitation. Les enfants sont fatigués, les parents ne s'y retrouvent pas et les enseignants se sentent dépossédés de leur mission première qui est l'enseignement* ». Il poursuit : « *Le résultat de cette réforme est assez catastrophique dans les villes.* » Les 123 groupes scolaires de Montpellier reviendront donc à la semaine de 4 jours. Mais l'an prochain. Entre-temps, une expérimentation de ce temps scolaire sera menée dans 3 écoles, dont une en quartier « Politique de la Ville ». Une manière d'amorcer la transition « *en douceur* », dit-il. En donnant le temps aux associations de se retourner, ou de poursuivre, autrement, leur manière d'intervenir. Dès cette rentrée, deux canevas de journées seront testés. Après l'école, les enfants bénéficieront d'une aide aux leçons - « *ce qui rétablit un peu l'égalité entre les enfants* », dit Philippe Saurel -, puis une garderie éducative.

Catherine Vingtrinier

GARD

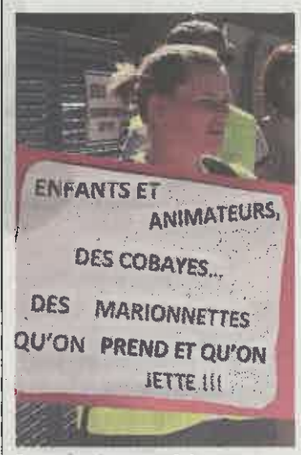
L'emploi de 60 animateurs sur la sellette

L'annonce du retour à la semaine de quatre jours, pour lequel semble opter la majorité des communes du Gard, est une très mauvaise nouvelle pour les animateurs en charge des temps d'activités périscolaires (TAP) dans les écoles des communes de l'ancienne intercommunalité Leins-Gardonnenque (aujourd'hui absorbée par Nîmes Métropole). Lors de la mise en œuvre des nouveaux rythmes scolaires, une convention avait en effet été passée avec les Francas (association d'éducation populaire) pour assurer les TAP dans 16 communes et répondre ainsi aux critères d'une ambitieuses politique Enfance-Jeunesse. Un travail avait été mené avec une vingtaine d'associations du territoire pour définir les activités proposées et les Atsem en école maternelle formées au Bafa (brevet d'animation). En tout, 60 personnes avaient été embauchées pour assurer cette mission.

Ils demandent un sursis d'un an

L'abandon brutal de la semaine de quatre jours et demi, dès la rentrée 2017, signifierait donc un arrêt de l'activité pour ces 60 animateurs. Qui ont manifesté leur colère à plusieurs reprises avant les vacances scolaires, notamment à l'occasion d'une réunion entre les maires réunis en syndicat mixte. Il réclamaient un délai d'un an pour trouver des solutions de reclassement ou, au pire, le temps de mettre en place un vrai plan social.

Las ! « *Avec 10 votes contre 3, c'est le retour à quatre jours qui a été choisi* », se désole Steven Preget, membre de la délégation unitaire du personnel des Francas du Gard. Une proposition a néanmoins été faite pour replacer les animateurs sur les créneaux d'accueil du matin et du soir. « *Ça ne permettra pas de reclasser tout le monde* », prévient néanmoins Steven Preget. Il appartient désormais au rectorat de valider ou non cette décision. Une réponse est attendue pour la semaine prochaine. **M.D.**



Les animateurs gardois ont manifesté le 5 juillet dernier pour convaincre les maires de Leins-Gardonnenque de leur accorder un sursis d'un an. PHOTO DR

en première partie de Ibrahim Maalouf.

LA CULTURE INVESTIT LE CENTRE-VILLE. Toulon (Var) Photo A.M.

WEEK-END DOSSIER

« L'intérêt de l'enfant est d'étaler le temps d'apprentissage »

ENTRETIEN

Francis Daspe est président de la commission Éducation au Parti de gauche. Il est également co-auteur des ouvrages « L'École du peuple. Pour l'égalité et l'émancipation » et « Manifeste pour l'école de la 6e République ».

N'y a-t-il pas une certaine précipitation du gouvernement à revenir à la semaine de quatre jours ?

Pour moi, bien sûr qu'il y en a une. D'autant plus que, quand on parle de rythmes scolaires, on ne sait pas trop de quoi il s'agit, parce qu'il y a eu tellement de confusion entre rythmes scolaires et activités périscolaires qu'on ne sait plus sur quoi on joue aujourd'hui. La précipitation, en fait, cache des souhaits idéologiques, c'est-à-dire que ça va accentuer la dérive vers l'école territoriale dans la mesure où chaque commune va faire ce qu'elle veut.

Aucun bilan n'a véritablement été tiré de la précédente réforme des rythmes scolaires. Quel état des lieux en dressez-vous ?

Il est double car ce sont les deux faces qui n'ont jamais été vraiment bien distinguées.

Sur le rythme de l'enfant, la réforme précédente a été très mauvaise, ça a conduit à plus de fatigue pour les élèves, à de moins bonnes conditions d'apprentissage.

Concernant les activités périscolaires, ça a également été assez négatif puisque ça a abouti à une inégalité entre les communes, des communes urbaines avec des quartiers favorisés avec plus d'activités, plus d'intervenants, alors que les communes rurales ont eu beaucoup de difficultés à offrir des activités émancipatrices.

Il y a cinq-six ans, au début de la réforme des rythmes scolaires, nous affirmions déjà que cette question est fondamentalement idéologique et politique. Ça a été une erreur de la part du précédent gouvernement de faire croire que c'était une question technique, de bon sens. Parce que derrière ça, il y avait la vision d'une école marchande, plus de précarité pour les intervenants périscolaires, une dépense supplémentaire pour les collectivités locales et une austérité aggravée par une baisse des dotations de l'État... Beaucoup d'enjeux idéologiques étaient présents. Cette question-là n'est pas neutre. Il faut l'appréhender de manière politique.

Concernant la nouvelle réforme, le président de la Fédération nationale des conseils de parents d'élèves a dénoncé une « privatisation rampante de l'Éducation nationale ». Partagez-vous cette analyse ?

C'est dans le prolongement de la réforme précédente en fait. On s'aperçoit que ça avait conduit à la marchandisation de l'activité périscolaire. Une partie du temps passé par l'enfant à l'école était en effet devenue payante. Il me semble que c'étaient 40 à 45 % des familles qui devaient s'acquitter d'une partie de l'activité périscolaire.

Et ça a aussi renforcé la mise en concurrence des écoles entre elles. Donc le mot privatisation, le mot marchandisation, le mot atteinte à la gratuité sont tout à fait utilisables pour décrire la situation à laquelle on est arrivé, et dans laquelle on va poursuivre aujourd'hui.

Le nouveau ministre de l'Éducation nationale avance « la réduction des inégalités », « l'unité nationale ». N'y a-t-il pas un fort décalage avec la réalité ?

Effectivement, or il y a des réformes qui deviennent difficiles à contrecarrer car actuellement les familles sont plutôt favorables à la semaine de quatre jours pour des raisons de commodités. Je pense que ce n'est pas forcément la bonne solution, mais il faut en avoir conscience.

L'intérêt de l'enfant est-il selon vous suffisamment pris en compte ?

Non car si c'était le cas ça se passerait sur le long terme et on prendrait en compte les conditions d'apprentissage. Là, *a priori*, on est juste sur le bien-être supposé immédiat de l'enfant et des familles. Et, à partir de ça, on dit que finalement la semaine à quatre jours c'est mieux. Ce n'est pas forcément le cas.

Ensuite, vous avez aussi des contresens absolus avec la réforme des activités périscolaires : vous avez par exemple un moment de la journée où l'on sait que l'élève est le plus attentif, c'est de 15h à 16h, et parfois les cours s'arrêtaient à 15h30.

« Le triptyque "Instruire, qualifier, émanciper" n'est selon moi pas à l'ordre du jour. Ce qui triomphe, c'est la vision minimaliste et utilitariste. »

PHOTO DR

C'est une vision vraiment globale qu'il faut avoir, de l'école et du temps porté à l'école.

Quel genre de mesures préconisez-vous ?

Ce que nous voulons, c'est d'abord un service public de l'activité périscolaire, qui soit gratuit, avec des personnels qui soient qualifiés, et pas précaires, donc déjà l'encadrement de l'activité périscolaire. Ensuite, sur la partie rythmes scolaires, il faut une pause entre midi et deux qui soit conséquente. Et puis, la question de la semaine à quatre jours et demi doit se poser, même si aujourd'hui elle n'a pas le vent en poupe chez les familles, qui sont plus réticentes. Mais il faut faire de la pédagogie, dire que ce qui est dans l'intérêt de l'enfant c'est qu'on étale le temps d'apprentissage, peut-être sur davantage de demi-journées et non pas les concentrer sur moins, ce qui accentue la fatigue.

Vous vous appuyez sur des études de spécialistes, de chronobiologistes ?

Le problème est que les travaux des chronobiologistes sont pris de manière très partisane. On ne retient que ce qu'on veut. D'autant que parfois les chronobiologistes sont très dogmatiques. Je pense qu'il faut s'appuyer aussi sur le ressenti des professeurs des écoles qui voient par exemple que l'heure à laquelle les élèves sont le plus attentifs c'est de 10h à 11h ou de 15h à 16h. Il faut prendre en compte le vécu et la pratique quotidienne des enseignants.

Au-delà des rythmes, vous prônez le triptyque « Instruire, qualifier, émanciper »... Est-ce vers cela que l'on tend ?

Non, malheureusement, pas du tout. Pour instruire, aujourd'hui ce qui triomphe c'est la vision minimaliste et utilitariste des savoirs. Qualifier ? Avec tout ce qui se passe actuellement sur les attaques contre le code du travail, contre la qualification en général, on vise de plus en plus à précariser et à former une main-d'œuvre employable. Émanciper, c'est donner les clés de ses choix futurs. Avec l'école territoriale les savoirs que l'on transmet ne sont pas forcément émancipateurs, ils sont juste utilitaristes. Effectivement, le triptyque que nous employons n'est selon moi pas à l'ordre du jour.

Réalisé par Agnès Massei

BILLET
Agnès Massei

L'École mérite un autre rythme

● Depuis la réforme des rythmes scolaires initiée sous le mandat Hollande, tous les enfants sur le territoire hexagonal ne se voyaient pas proposer les mêmes activités, avec l'irruption de NAP (Nouvelles activités périscolaires) ou autres TAP (Temps d'activités périscolaires) laissés à la charge des municipalités.

Sans compter que, les parents n'étant pas soumis au même traitement financier d'une commune à l'autre, l'accès des écoliers à ces activités étaient donc fonction du porte-monnaie de la famille. Tout comme leur diversité, leur qualité et leur encadrement étaient essentiellement liés à la santé budgétaire de la Ville.

Une brèche, de taille, était alors ouverte dans l'Éducation pourtant dite nationale.

Ce qui touche à l'Éducation est tout sauf anodin

Sous couvert de faciliter la vie des enfants et de leurs parents, l'actuel ministre propose, aux établissements qui le souhaitent, de revenir à la semaine de quatre jours dès la rentrée prochaine. Entérinant de fait l'école à la carte, tant les choix des uns et des autres semblent disparates. Selon où il se trouve, un enfant ira ici quatre jours à l'école et là quatre jours et demi, bénéficiera ou pas d'activités péri-scolaires... Des bouleversements opérés à un rythme effréné. On l'aura compris, sur ce dossier comme tant d'autres, le gouvernement veut aller vite. Au détriment d'une véritable réflexion sur une question, sinon la seule qui vaille, du moins essentielle, celle de l'intérêt de l'enfant et de ses apprentissages.

Les rythmes scolaires suscitent certes le débat, parfois vif, dans les rangs de la communauté éducative et des chronobiologistes. Une réforme qui tienne véritablement compte du bien-être des élèves aurait donc nécessité du temps, afin d'appréhender une problématique certainement plus complexe qu'il n'y paraît et qui ne peut être réduite au décompte de demi-journées.

Car ce qui touche à l'Éducation est tout sauf anodin. Il s'agit en effet rien de moins que de former - ou pas - les citoyens de demain.